

de toute façon, elles ne concordent pas du tout avec l'augmentation de l'activité économique ou de la valeur qu'elles représentent pour l'économie.

Une telle politique perpétuerait ce qui se produit aujourd'hui à propos des augmentations salariales dans les industries manufacturières. Les syndicats ont pu prouver que la productivité des industries manufacturières avait considérablement augmenté, surtout grâce à la technologie, et il faudrait les récompenser davantage que les gens qui travaillent dans d'autres secteurs de l'économie. Cette politique maintiendrait l'écart actuel entre les ouvriers des industries manufacturières et ceux des autres industries.

Au cours d'un débat semblable, vendredi dernier, j'ai énuméré les aspects positifs de la conjoncture économique chez nous ainsi que les facteurs positifs devant lesquels nous nous trouvons aujourd'hui. Je persiste à croire que, même si la fonction légitime des députés d'en face est de parler de l'économie et de dénigrer les efforts du gouvernement en vue de sa gestion, le gouvernement et les hommes d'affaires, par les décisions qu'ils prennent chaque jour, expriment leur confiance dans les perspectives à long comme à court terme de l'économie. Je suis donc persuadé qu'avant longtemps les députés d'en face devront trouver un autre sujet de débat pour les jours qui leur sont réservés.

• (8.20 p.m.)

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, nous venons d'entendre la magnifique harangue du député de Calgary-Sud (M. Mahoney). Selon lui, il reste au gouvernement à emprunter quelque 2.2 milliards de dollars cette année. Puis il nous a énuméré les raisons de cet emprunt. Je lui dirai que si le gouvernement libéral s'était un peu plus préoccupé, ces dernières années, de la viabilité de notre économie au lieu de s'efforcer à nous présenter des mesures sociales qui excèdent les moyens du pays, notre situation financière serait bien meilleure aujourd'hui. Selon le député, il faut que le gouvernement trouve 100 millions de dollars pour le programme LIFT et encore quelques millions de dollars pour le programme d'emploi des étudiants cet été et les programmes de recyclage de la main-d'œuvre. Nous n'aurions pas à rechercher cet argent si le gouvernement s'était acquitté de sa tâche et créé une situation économique saine. Maintenant il se trouve obligé d'emprunter.

Cet après-midi, nous avons entendu le député de Trinity (M. Hellyer) recommander à son gouvernement la suppression de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction et celle de la surtaxe de 3 p. 100. D'après lui, il faut que cet argent soit remis en circulation afin que nos concitoyens puissent le dépenser. Je crois effectivement qu'il vaudrait mieux que cet argent soit aux mains de nos concitoyens qu'en la possession du gouvernement. Si j'en avais le temps, je pourrais énumérer les multiples façons dont le gouvernement a inconsidérément dépensé. Mais deux de ces façons me suffiront. Je me contenterai de mentionner l'achat et le réarmement du *Bonaventure*, réarmement qui a coûté 31 millions de dollars, alors qu'ensuite le bateau a été vendu à la ferraille pour moins d'un million de dollars, c'est-à-dire moins que le gouvernement n'a dépensé pour le

[M. Mahoney.]

repeindre. Voilà une des raisons pour laquelle il doit emprunter.

En 1965, le ministère des Postes a émis un timbre-poste de Noël daté de l'année. Il avait surestimé la quantité nécessaire et, en conséquence, il en est resté pour \$16,000 de timbres qui ont dû être jetés au rebut. On n'achète pas de timbres de 1965 en 1966. Ce fut donc une perte de \$16,000. En 1970, même après avoir été réprimandées par le comité des comptes publics, les Postes ont imprimé un timbre de Noël daté de 1970. Sauf erreur, il reste tout un paquet de ces timbres. J'ignore combien mais, aujourd'hui, j'ai reçu une lettre portant un timbre de Noël. L'expéditeur avait inscrit le vœu «Joyeuses Pâques» et tracé une flèche qui pointait vers le timbre du temps de Noël. Dans ce cas-ci, il y aura peut-être encore une perte de \$5,000, \$10,000 ou \$15,000. Il n'est pas étonnant que le gouvernement doive emprunter lorsque des choses semblables se produisent.

Si le contribuable ne dépense pas sagement il finit par devoir emprunter. Mais la chose ne peut durer qu'un temps, jusqu'au moment où on lui coupera les crédits. Le gouvernement pense qu'il peut continuer de la sorte indéfiniment. Pour vérifier les dépenses gouvernementales, nous avons l'Auditeur général, mais son personnel a été bloqué à un maximum de 246 personnes, tandis qu'il faudrait l'augmenter. Voici une comparaison intéressante. Au Canada, où la population est de 22 millions, l'Auditeur général a un personnel de 246 personnes; en Australie, où la population est de 11 millions, son homologue dispose d'un personnel de 520 personnes.

Le député de Trinity a plaidé vigoureusement la cause du pauvre votant, celui que l'inflation touche davantage. Il éprouve beaucoup de sympathie pour le défavorisé du sort. Autrefois, c'était le parti libéral qui se souciait des pauvres. Cependant, ce député semble être le seul du groupe à penser ainsi aujourd'hui. On se demande donc ce qui arrive. Le député a démissionné du cabinet et est resté longtemps silencieux. Aujourd'hui, il a fait un discours très entraînant. J'ignore s'il aspire à un autre poste ou si quelque chose se prépare mais il y a sûrement quelque chose qui se brasse.

Le député de Calgary-Sud a dit qu'il est bien beau de blâmer le gouvernement, puis a demandé ce que nous ferions à sa place. Je lui signale qu'à l'arrivée au pouvoir des conservateurs, en 1957-1958, nous avions des millions de boisseaux de blé invendu et le chômage représentait près de 10 p. 100 de la population active. Nous nous sommes d'abord arrangés pour vendre le blé. Ensuite, nous avons injecté des millions de dollars dans la construction domiciliaire, créant du même coup des emplois dans cette industrie et d'autres dans le secteur des services. Nous avons également lancé le programme de travaux d'hiver pour assurer de l'emploi. Le gouvernement actuel a aboli ce programme, qui était très utile, en ce qu'il fournissait de l'emploi aux gens pendant l'hiver, époque où le chômage bat son plein d'ordinaire.

Nous avons institué un programme élargi d'écoles techniques, qui fonctionnait si bien que pendant un an ou deux, les écoles s'ouvraient au rythme d'une par jour. Il eut d'excellents résultats, car il a aidé nos jeunes gens à apprendre divers métiers. Nous n'avons sûrement pas